

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Rouyn-Noranda

Code géographique : 86042

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Occupation
du territoire

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Hélène Piuze, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Rouyn-Noranda pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature



Date

2016-04-20

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

|

|

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Rouyn-Noranda, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Rouyn-Noranda au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Rouyn-Noranda inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Chiffres comparatifs

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 3 des états financiers, qui explique que certaines informations comparatives de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été retraitées.

Deloitte S.E.N.C.R.L. /s.r.l. (1)

(1) CPA, auditeur, CA, permis de comptabilité publique no 123107
Rouyn-Noranda, Canada

DATE 2016-04-20

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	47 488 343	49 394 292	49 515 242			49 515 242	
2 Compensations tenant lieu de taxes	4 175 024	3 742 067	3 863 119			3 863 119	
3 Quotes-parts							
4 Transferts	6 157 962	5 609 904	5 782 704		22 092	5 804 796	
5 Services rendus	8 125 289	7 339 018	8 585 784		151 475	8 737 259	
6 Imposition de droits	2 226 392	2 039 858	2 405 872			2 405 872	
7 Amendes et pénalités	1 442 066	1 431 050	1 189 718			1 189 718	
8 Intérêts	684 830	674 373	664 638		67 139	731 777	
9 Autres revenus	600 672	585 612	1 224 081		1 998 838	3 222 919	
10	70 900 578	70 816 174	73 231 158		2 239 544	75 470 702	
Investissement							
11 Taxes							
12 Quotes-parts							
13 Transferts	625 855	7 303 725	4 505 800			4 505 800	
14 Autres revenus							
15 Contributions des promoteurs	14 600	689 000	1 544 956			1 544 956	
16 Autres		301 000	778 375			778 375	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales							
17	640 455	8 293 725	6 829 131			6 829 131	
18	71 541 033	79 109 899	80 060 289		2 239 544	82 299 833	
Charges							
19 Administration générale	8 610 631	8 269 048	8 537 806	478 633		9 016 439	
20 Sécurité publique	9 190 665	9 340 345	9 492 511	340 755		9 833 266	
21 Transport	14 934 854	13 991 665	13 984 116	4 088 157		18 072 273	
22 Hygiène du milieu	10 629 822	11 451 563	13 228 881	3 879 264		17 108 145	
23 Santé et bien-être	1 096 258	721 634	1 173 546	137 990	1 738 982	3 050 518	
24 Aménagement, urbanisme et développement	4 771 491	5 211 305	5 071 574	155 750	398 651	5 625 975	
25 Loisirs et culture	9 751 967	10 506 328	10 196 867	1 912 493		12 109 360	
26 Réseau d'électricité							
27 Frais de financement	3 367 693	3 143 616	3 158 859		38 489	3 197 348	
28 Amortissement des immobilisations	10 531 121	10 424 069	10 993 042	(10 993 042)			
29	72 884 502	73 059 573	75 837 202		2 176 122	78 013 324	
30	(1 343 469)	6 050 326	4 223 087		63 422	4 286 509	
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 343 469)	6 050 326	4 223 087	63 422	4 286 509	
Moins: revenus d'investissement	2	(640 455)	(8 293 725)	(6 829 131)	()	(6 829 131)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 983 924)	(2 243 399)	(2 606 044)	63 422	(2 542 622)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	10 531 121	10 424 069	10 993 042	132 242	11 125 284	
Produit de cession	5	25 117	9 000	122 964		122 964	
(Gain) perte sur cession	6	(13 808)		(42 218)		(42 218)	
Réduction de valeur / Reclassement	7	(257 490)		(184 550)		(184 550)	
	8	10 284 940	10 433 069	10 889 238	132 242	11 021 480	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	50 338		233 841		233 841	
Réduction de valeur / Reclassement	10	257 490		184 550		184 550	
	11	307 828		418 391		418 391	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12	237 356		320 396		320 396	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	127 734		48 304		48 304	
	15	365 090		368 700		368 700	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	789 310		5 186 011		5 186 011	
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 779 608)	(8 138 217)	(8 164 375)	(116 366)	(8 280 741)	
	18	(6 990 298)	(8 138 217)	(2 978 364)	(116 366)	(3 094 730)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(881 851)	(167 249)	(2 160 025)	()	(2 160 025)	
Excédent (déficit) accumulé	20						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	220 570	135 016		(8 004)	(8 004)	
Excédent de fonctionnement affecté	22	988 208	448 141	906 239		906 239	
Réserves financières et fonds réservés	23	(1 400 254)	(489 836)	(3 398 482)		(3 398 482)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	24	(206 241)	22 475	(190 691)		(190 691)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25	(1 279 568)	(51 453)	(4 842 959)	(8 004)	(4 850 963)	
	26	2 687 992	2 243 399	3 855 006	7 872	3 862 878	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	704 068		1 248 962	71 294	1 320 256	

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé 1
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	640 455	8 293 725		6 829 131		6 829 131
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(439 457)	(577 100 )	(	2 677 237 )	(	( 2 677 237)
Sécurité publique	3	(287 073)	(311 700 )	(	362 895 )	(	( 362 895)
Transport	4	(7 799 263)	(10 950 400 )	(	9 937 645 )	(	( 9 937 645)
Hygiène du milieu	5	(4 382 353)	(8 362 600 )	(	3 627 515 )	(	( 3 627 515)
Santé et bien-être	6	(	( 2 200 )	(	8 150 )	(	( 8 004)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(98 920)	(2 320 100 )	(	238 263 )	(	( 8 395)
Loisirs et culture	8	(1 116 847)	(2 828 300 )	(	4 958 452 )	(	( 4 958 452)
Réseau d'électricité	9	(((((
10	(14 123 913)	(25 352 400)	(21 810 157 )	(	16 399 )	(	( 21 826 556)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(1 335 094 )	(	(	149 986 )	(	( 149 986)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	(152 249)	(167 249 )	(	1 862 538 )	(	( 1 330 700)
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	13 796 553	14 781 040		10 628 087		10 628 087
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	881 851	167 249		2 160 025		2 160 025
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	(109 281)	47 400		98 945	16 399	115 344
Excédent de fonctionnement affecté	16	109 945	1 186 235		295 985		295 985
Réserves financières et fonds réservés	17	1 111 553	1 744 000		1 609 907	(1 330 700)	279 207
18	1 994 068	3 144 884	4 164 862		(1 314 301)		2 850 561
19	179 365	(7 593 725)	(9 029 732)				(9 029 732)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	819 820	700 000		(2 200 601)		(2 200 601)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 343 469)	6 050 326	4 223 087	63 422	4 286 509	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(14 123 913)	(25 352 400)	(21 810 157)	(16 399)	(21 826 556)	
Produit de cession	3	25 117	9 000	122 964		122 964	
Amortissement	4	10 531 121	10 424 069	10 993 042	132 242	11 125 284	
(Gain) perte sur cession	5	(13 808)		(42 218)		(42 218)	
Réduction de valeur / Reclassement	6	(257 490)		(184 550)		(184 550)	
	7	(3 838 973)	(14 919 331)	(10 920 919)	115 843	(10 805 076)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(1 027 266)		268 406		268 406	
Variation des stocks de fournitures	9	14 468		(110 395)		(110 395)	
Variation des autres actifs non financiers	10	(362 029)		237 741		237 741	
	11	(1 374 827)		395 752		395 752	
	12	(6 557 269)	(8 869 005)	(6 302 080)	179 265	(6 122 815)	
Gains (pertes) de réévaluation nets	13						
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(6 557 269)	(8 869 005)	(6 302 080)	179 265	(6 122 815)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(82 462 687)		(89 445 466)	1 017 018	(88 428 448)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(425 510)					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(82 888 197)		(89 445 466)	1 017 018	(88 428 448)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(89 445 466)		(95 747 546)	1 196 283	(94 551 263)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2014		2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	6 613 501	3 711 965	394 840	4 106 805
Placements temporaires	2		2 307 520	1 391 504	3 699 024
Débiteurs (note 5)	3	12 781 515	14 763 776	197 286	14 961 062
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5	401 652	1 895 490		1 895 490
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	19 796 668	22 678 751	1 983 630	24 662 381
PASSIFS					
Découvert bancaire	10		181 471		181 471
Emprunts temporaires (note 10)	11				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	10 802 935	11 458 905	155 367	11 614 272
Revenus reportés (note 12)	13	2 711 203	3 155 522		3 155 522
Dettes à long terme (note 13)	14	93 203 896	100 874 899	631 980	101 506 879
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 524 100	2 755 500		2 755 500
	16	109 242 134	118 426 297	787 347	119 213 644
	17	(89 445 466)	(95 747 546)	1 196 283	(94 551 263)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)					
	18	252 382 120	262 933 939	2 647 777	265 581 716
Immobilisations (note 15)	19	3 263 501	3 364 196		3 364 196
Propriétés destinées à la revente (note 16)	20	934 517	1 044 912		1 044 912
Stocks de fournitures	21	575 216	337 475		337 475
Autres actifs non financiers (note 17)	22	257 155 354	267 680 522	2 647 777	270 328 299
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	2 508 667	3 169 086	1 161 381	4 330 467
Excédent de fonctionnement affecté	24	4 448 593	3 735 967	666 882	4 402 849
Réserves financières et fonds réservés	25	3 542 451	5 593 526		5 593 526
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(6 289 170)	(10 683 695)	()	(10 683 695)
Financement des investissements en cours	27	(5 371 066)	(7 834 167)		(7 834 167)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	168 870 413	177 952 259	2 015 797	179 968 056
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	167 709 888	171 932 976	3 844 060	175 777 036

→ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 343 469)	4 223 087	63 422	4 286 509
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	10 531 121	10 993 042	132 242	11 125 284
Autres					
- Perte (gain) cession immos.	3	(13 808)	(42 218)		(42 218)
- Réd. placement reclass. immos.	4	(129 756)	(136 246)		(136 246)
	5	9 044 088	15 037 665	195 664	15 233 329
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	2 514 196	(1 982 261)	85 085	(1 897 176)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(742 817)	655 970	(179 040)	476 930
Revenus reportés	9	385 785	444 319		444 319
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	704 500	231 400		231 400
Propriétés destinées à la revente	11	(1 027 266)	268 406		268 406
Stocks de fournitures	12	14 468	(110 395)		(110 395)
Autres actifs non financiers	13	(362 029)	237 741		237 741
	14	10 530 925	14 782 845	101 709	14 884 554
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(14 123 913)	(21 810 157)	(16 399)	(21 826 556)
Produit de cession	16	25 117	122 964		122 964
	17	(14 098 796)	(21 687 193)	(16 399)	(21 703 592)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	(152 249)	(1 862 538)	(1 330 700)	(531 838)
Remboursement ou cession	19	237 356	320 396	2 535 103	2 855 499
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20				
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22			(147 342)	(147 342)
	23	85 107	(1 542 142)	3 718 461	2 176 319
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	14 043 948	15 920 799	(3 814 147)	12 106 652
Remboursement de la dette à long terme	25	(7 870 586)	(8 258 174)	(116 366)	(8 374 540)
Variation nette des emprunts temporaires	26				
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(86 759)	8 378		8 378
Autres					
-	28				
-	29				
	30	6 086 603	7 671 003	(3 930 513)	3 740 490
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	2 603 839	(775 487)	(126 742)	(902 229)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	4 009 662	6 613 501	521 582	7 135 083
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	6 613 501	5 838 014	394 840	6 232 854

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Rémunération	1 18 927 898	19 594 002	19 407 913	20 318 163
Charges sociales	2 4 351 971	4 207 131	4 248 690	4 415 807
Biens et services	3 31 532 382	32 107 596	33 524 592	35 362 449
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4 21 993	2 258 646	16 303	54 247
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6 2 825 659	599 370	2 881 739	2 881 739
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8 520 041	285 600	260 817	261 362
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Autres	10			
Autres organismes	11 3 598 539	3 396 123	4 064 634	2 950 827
Amortissement des immobilisations	12 10 531 121	10 424 069	10 993 042	11 125 284
Autres				
- Créances douteuses ou irrécouv	13 330 616	187 036	133 607	133 607
- Autres	14 244 282	305 865	203 974	509 839
-	15			
	16 72 884 502	73 059 573	75 837 202	78 013 324

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations	
		2015	2014
Revenus			
Taxes	1	49 515 242	47 488 343
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 863 119	4 175 024
Quotes-parts	3		
Transferts	4	10 310 596	6 808 671
Services rendus	5	8 737 259	8 685 696
Imposition de droits	6	2 405 872	2 226 392
Amendes et pénalités	7	1 189 718	1 442 066
Intérêts	8	731 777	831 575
Autres revenus	9	5 546 250	2 609 863
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	82 299 833	74 267 630
Charges			
Administration générale	12	9 016 439	9 049 409
Sécurité publique	13	9 833 266	9 504 085
Transport	14	18 072 273	18 807 565
Hygiène du milieu	15	17 108 145	14 395 635
Santé et bien-être	16	3 050 518	2 986 150
Aménagement, urbanisme et développement	17	5 625 975	5 810 747
Loisirs et culture	18	12 109 360	11 610 398
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	3 197 348	3 414 060
	21	78 013 324	75 578 049
Excédent (déficit) de l'exercice	22	4 286 509	(1 310 419)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	171 800 128	173 226 456
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	(309 601)	(425 510)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	171 490 527	172 800 946
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	175 777 036	171 490 527

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations	
		2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 286 509	(1 310 419)
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(21 826 556)	(14 283 411)
Produit de cession	3	122 964	25 117
Amortissement	4	11 125 284	10 658 124
(Gain) perte sur cession	5	(42 218)	(13 808)
Réduction de valeur / Reclassement	6	(184 550)	(257 490)
	7	(10 805 076)	(3 871 468)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	268 406	(1 027 266)
Variation des stocks de fournitures	9	(110 395)	14 468
Variation des autres actifs non financiers	10	237 741	(359 107)
	11	395 752	(1 371 905)
	12	(6 122 815)	(6 553 792)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(6 122 815)	(6 553 792)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(88 428 448)	(81 449 146)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(425 510)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(88 428 448)	(81 874 656)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(94 551 263)	(88 428 448)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 106 805	7 135 083
Placements temporaires	2	3 699 024	3 926 607
Débiteurs (note 5)	3	14 961 062	13 063 886
Prêts (note 6)	4		1 183 358
Placements de portefeuille (note 7)	5	1 895 490	401 652
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	24 662 381	25 710 586
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	181 471	
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	11 614 272	11 137 342
Revenus reportés (note 12)	13	3 155 522	2 711 203
Dette à long terme (note 13)	14	101 506 879	97 766 389
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 755 500	2 524 100
	16	119 213 644	114 139 034
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(94 551 263)	(88 428 448)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	265 581 716	255 145 740
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 364 196	3 263 501
Stocks de fournitures	20	1 044 912	934 518
Autres actifs non financiers (note 17)	21	337 475	575 216
	22	270 328 299	259 918 975
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	175 777 036	171 490 527

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 286 509	(1 310 419)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	11 125 284	10 658 124
Autres			
- Perte (gain) cession immos.	3	(42 218)	(13 808)
- Réd. placement reclass. immos.	4	(136 246)	(42 607)
	5	15 233 329	9 291 290
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 897 176)	2 825 169
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	476 930	(684 889)
Revenus reportés	9	444 319	385 785
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	231 400	704 500
Propriétés destinées à la revente	11	268 406	(1 027 266)
Stocks de fournitures	12	(110 395)	14 468
Autres actifs non financiers	13	237 741	(359 107)
	14	14 884 554	11 149 950
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(21 826 556)	(14 283 411)
Produit de cession	16	122 964	25 117
	17	(21 703 592)	(14 258 294)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(531 838)	(4 336 343)
Remboursement ou cession	19	2 855 499	237 356
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		3 926 607
Variation nette des placements temporaires	22	(147 342)	
	23	2 176 319	(172 380)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	12 106 652	14 043 948
Remboursement de la dette à long terme	25	(8 374 540)	(7 979 652)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	8 378	(86 759)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	3 740 490	5 977 537
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(902 229)	2 696 813
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	7 135 083	4 438 270
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	6 232 854	7 135 083

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rouyn-Noranda est une municipalité locale dont la constitution a été décrétée le 12 décembre 2001 par le décret numéro 1478-2001 du gouvernement du Québec, elle est régie par la Loi sur les cités et villes (LRQ.c.C-19) et elle est assimilée à une municipalité régionale de comté aux fins de l'application de certaines lois.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable, soit : Centre local de développement de Rouyn-Noranda (CLD), Corporation de Gestion du Centre de Congrès de Rouyn-Noranda (CGCC R-N) et Corporation de gestion immobilière Notre-Dame-Auxiliatrice (CGINDA).

B) Comptabilité d'exercice

1) Méthode de comptabilité

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

2) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs et les prêts, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif environnemental, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

C) Actifs financiers

1) Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

D) Passifs

1) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

2) Revenus reportés

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

E) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

1) Immobilisations

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Normalement, ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Catégorie	Période
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	30 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	10 à 20 ans
Autres immobilisations	1 an

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

2) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

3) Stocks

Les stocks sont établis selon la méthode du coût moyen.

4) Autres actifs non financiers

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

F) Revenus de transfert

Les paiements qui répondent à la définition d'un transfert sont comptabilisés et présentés en fonction des modalités relatives aux transferts appelées critères d'admissibilité et stipulations. Les critères d'admissibilité décrivent ce qu'un bénéficiaire doit être ou ce qu'il doit faire pour être en mesure d'obtenir un paiement de transfert et les stipulations décrivent comment un bénéficiaire doit utiliser les ressources transférées ou les actions qu'il doit poser pour les conserver.

La Ville comptabilise un revenu de transfert lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont atteints. Un passif est comptabilisé lorsque les paiements de transfert sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif, ou lorsque la Ville s'impose elle-même une telle obligation en l'absence de stipulations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent les avantages complémentaires de retraite comme le programme d'allocation de retraite et le programme de cadeau à la retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata de services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante: Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants (tant pour les régimes capitalisés que non capitalisés);

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : la municipalité peut se prévaloir de l'allègement permis à l'intérieur des limites établies par le Ministère.

- Appariement fiscal pour revenus de transfert :

- pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

I) Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

J) Autres éléments

1) Revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités, d'intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu des opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

2) Revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes

Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont facturés.

3) Services rendus

Les revenus liés aux services rendus sont constatés à l'état consolidé des résultats lorsque les services sont rendus et qu'ils donnent lieu à une créance. Les revenus tirés du transport des clients constituent une partie importante des services rendus comptabilisés. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats au moment où les titres de transport sont utilisés par la clientèle. Pour ce qui est des titres hebdomadaires ou mensuels, les revenus sont constatés dans la période où ces titres sont valides.

4) Sectorisation et présentation des résultats

Pour les fonds réservés :

a) Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques.

b) La Ville a une dette à long terme envers le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) constituée de prêts octroyés dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI). La Ville a affecté les fonds reçus dans un fonds réservé puisque l'existence du FLI est prévue légalement. La Ville utilise des fonds en les investissant en placements à long terme ou en prêts auprès d'entrepreneurs, en affectant ce fonds réservé.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

La fonction "administration générale" comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les dépenses sont notamment reliées au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel.

La fonction "sécurité publique" comprend des activités reliées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les dépenses relatives à la surveillance, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

La fonction "transport" comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises.

La fonction "hygiène du milieu" comprend les dépenses relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement.

La fonction "santé et bien-être" comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes, notamment le logement social, le soutien à des organismes d'aide du milieu, la politique familiale et la gestion des cimetières.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

La fonction "aménagement, urbanisme et développement" comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les dépenses reliées à l'élaboration des programmes de développement économique par des organismes du milieu soutenus par la Ville.

La fonction "loisirs et culture" comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture.

La fonction "frais de financement" regroupe les intérêts sur la dette à long terme et autres frais relatifs au financement des activités municipales. Les remboursements de capital sont présentés à la section de la conciliation à des fins fiscales.

5 - Fonds local d'investissement (FLI)

Au cours de l'exercice antérieur, le gouvernement du Québec a présenté son projet de Loi 28 qui permet la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget 2014 en visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 qui a été sanctionné le 21 avril 2015. Certaines dispositions de ce projet de Loi ont pour but d'abroger les Lois constitutives des CLD et de transférer aux MRC les pouvoirs et responsabilités du développement local et régional. Conformément à l'article 284 de la Loi 28, les droits, obligations, actifs et passifs du FLI ont été transférés à la Ville de Rouyn-Noranda au 21 avril 2015. La gestion du FLI sera tout de même confiée au CLD mais la responsabilité de cette gestion est désormais assumée par la Ville de Rouyn-Noranda. La Ville de Rouyn-Noranda a décidé de conserver le CLD pour le développement de l'économie par le biais d'une entente qui a été entérinée par le Ministère.

Les activités du FLI (revenus, dépenses, actifs, passifs et actifs nets) ont été transférées à la Ville de Rouyn-Noranda. Ce transfert est non monétaire sauf en ce qui concerne l'encaisse de 112 403 \$.

Voici le détail de ce transfert:

Actifs

Encaisse	112 403 \$
Dépôts à terme	2 540 999
Débiteurs	37 713
Placements à long terme	1 330 700

Passifs

Créditeurs et charges à payer	3 694 \$
Dette à long terme	3 814 147

Actifs nets 203 974 \$

3. Modification de méthodes comptables

Redressement des états financiers consolidés

La Ville a redressé la présentation de certains fonds réservés de l'exercice antérieur afin de la rendre conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Le fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques qui était auparavant présenté dans l'excédent accumulé doit plutôt être présenté dans les passifs à titre de revenus reportés, car il est grevé d'affectation d'origine externe et que l'administration municipale n'a pas la possibilité de le virer à l'excédent de fonctionnement non affecté.

L'incidence de ce redressement sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 a été de diminuer l'excédent accumulé au 1er janvier 2014 de 425 510 \$, d'augmenter les revenus reportés d'un montant de 309 601 \$ au 31 décembre 2014 et d'augmenter les revenus de 115 909 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	2 538 769	2 652 674
Placements temporaires	2	2 307 520	2 696 882
Placements de portefeuille	3		
Note			
La Ville de Rouyn-Noranda, pour le compte du FLI, possède des placements temporaires d'un montant total de 2 307 520 \$.			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	3 350 575	3 262 977
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	863	2 588
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	5 146 095	5 328 092
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	4 056 789	1 118 018
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Débiteurs CLD, CGCCRN, CGINDA	9	2 406 740	3 352 211
-	10		
	11	14 961 062	13 063 886
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	2 628 441	2 358 100
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	2 628 441	2 358 100
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	391 165	428 880
Note			
La provision pour créances douteuses de 391 165 \$ se répartit comme suit :			
- Taxes municipales	138 084 \$		
- Autres débiteurs	253 081 \$		
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Prêts aux entrepreneurs CLD	19		1 183 358
-	20		
	21		1 183 358
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	1 895 490	401 652
Autres placements	23		
	24	1 895 490	401 652
Note			
A) La Ville participe au Programme d'assurances de dommages UMQ instauré en 2003 par l'UMQ, lequel comprend un avenant de franchise collective applicable sur les biens ou sur			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

2015**2014**

la responsabilité civile primaire.

La quote-part de franchise collective versée annuellement par la Ville ne constitue pas une prime mais plutôt une somme placée en fidéicommiss visant à garantir le remboursement à l'assureur des indemnités qu'il paie advenant la réalisation des conditions prévues à la police d'assurance. Le versement de la quote-part au montant de 152 249 \$ correspond à l'acquisition d'un placement à titre d'investissement.

Une diminution du placement à long terme est constatée suite au remboursement à l'assureur d'indemnités qu'il a versé ou en cas de remise d'un solde résiduel inutilisé du fonds à la Ville. Le solde des avoirs au 31 décembre 2015 est de 475 590 \$.

B) La Ville de Rouyn-Noranda a, par sa résolution 2007-65, souscrit un total de 150 000 \$ au capital de la société FIER TĒMABI S.E.C.. Le solde des avoirs au 31 décembre 2015 est de 31 257 \$ et une provision pour moins-value est inscrite pour 16 095 \$.

C) La Ville de Rouyn-Noranda a un placement à titre d'investissement dans le cadre du FLI d'un montant net de 1 404 738 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 (2 037 400)	(1 813 700)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (718 100)	(710 400)
	27 <u>(2 755 500)</u>	<u>(2 524 100)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 1 663 500	2 128 700
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29 97 600	93 100
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 52 641	52 604
	33 <u>1 813 741</u>	<u>2 274 404</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note**10. Emprunts temporaires****11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	37	5 926 171	5 816 912
Salaires et avantages sociaux	38	1 185 219	992 618
Dépôts et retenues de garantie	39	1 411 290	1 204 897
Provision pour contestations d'évaluation	40	449	83 050
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Gouvernement du Québec	43	116 834	462 192
- Intérêts courus sur dette LT	44	460 290	592 564
- Autres courus et passifs	45	2 514 019	1 985 109
-	46		
-	47		
	48	<u>11 614 272</u>	<u>11 137 342</u>

Note

Le montant de 449 \$ correspond au montant des pertes estimatives sur contestations d'évaluation. Cette provision est établie pour les unités d'évaluation imposables et non imposables en tenant compte des taxes et des paiements tenant lieu de taxes établis sur la base de la valeur foncière. Elle comprend également la partie de la provision se rapportant aux intérêts afférents.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	49	379 400	5 373
Transferts	50	777 742	548 622
Autres			
- Autres revenus reportés	51	1 711 438	1 847 607
- Fonds réf. ent. voies publique	52	286 942	309 601
	53	3 155 522	2 711 203

Note

Selon la directive de comptabilisation et présentation de certains revenus actuellement constatés et affectés dans des fonds réservés, la Ville de Rouyn-Noranda a décidé de procéder au changement dès le rapport financier 2015 concernant le fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques et est appliqué rétroactivement en retraitant l'année antérieure.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015					2014	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,00	2016	2020	54	98 025 980	94 248 346
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58	3 887 780	3 933 302
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	101 913 760	98 181 648
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(406 881)	(415 259)
					64	101 506 879	97 766 389

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2016	65	73	8 755 269	81	90	15 539	98	8 770 808
2017	66	74	8 359 155	82	91	16 186	99	8 375 341
2018	67	75	9 976 304	83	92	16 873	100	9 993 177
2019	68	76	10 188 122	84	93	14 043	101	10 202 165
2020	69	77	10 214 198	85	94	10 992	102	10 225 190
2021 et +	70	78	50 532 932	86	95	3 814 147	103	54 347 079
Intérêts et frais accessoires	71	79	98 025 980	87	96	3 887 780	104	101 913 760
	72	80	98 025 980	89	97	3 887 780	106	101 913 760

Note

Dette à long terme à la charge d'une partie des contribuables

	2015	2014
Rouyn	1 945 044 \$	2 021 401 \$
Noranda	27 864	34 003
Rouyn-Noranda	630 707	1 334 413
Granada	95 460	100 010
Rouyn-Noranda-Granada	170 600	250 300
Lac-Dufault	5 026	6 410
Rouyn-Noranda-Granada-Lac-Dufault	1 136 715	1 369 740
Beaudry	234 400	286 500
Rouyn-Noranda-Granada-Lac-Dufault-Beaudry	1 399 400	1 611 600
Arntfield	109 900	120 600
Cadillac	2 777 000	2 817 200
Évain	161 003	178 176

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

McWatters	37 400	55 400
Rouyn-Noranda 2002 (nouvelle ville)	1 050 022	1 163 604
TOTAL	9 780 541 \$	11 349 357 \$

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT ROUYN-NORANDA

Emprunt renouvelable en octobre 2018, remboursable jusqu'en octobre 2028 par versements mensuels de 3 897 \$ incluant les intérêts au taux de 5,70 %, garanti par un terrain et un immeuble d'une valeur comptable nette de 732 064 \$.

CORPORATION DE GESTION DU CENTRE DE CONGRÈS DE ROUYN-NORANDA

Billet à payer, échéant en avril 2017, remboursable par versements annuels égaux de 111 258 \$ incluant les intérêts calculés au taux de 5,35 %, garanti par un cautionnement de la Ville de Rouyn-Noranda pour un montant de 3 550 000 \$.

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107 (76 121 769)	(70 066 618)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108 (18 429 494)	(18 361 830)
Autres	109	
	110 (94 551 263)	(88 428 448)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	38 275 144	139	703 766	166	11 000	193	38 967 910
Eaux usées	112	105 282 718	140	1 818 889	167		194	107 101 607
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	99 537 761	141	7 543 743	168	569 461	195	106 512 043
Autres	114	24 572 910	142	911 597	169	63 303	196	25 421 204
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	81 431 917	144	7 178 956	171		198	88 610 873
Améliorations locatives	117	879 320	145		172		199	879 320
Véhicules	118	3 816 935	146	129 898	173	97 407	200	3 849 426
Ameublement et équipement de bureau	119	7 344 692	147	425 124	174	631 974	201	7 137 842
Machinerie, outillage et équipement divers	120	6 644 552	148	1 128 321	175	37 113	202	7 735 760
Terrains	121	20 806 086	149	77 340	176	250 457	203	20 632 969
Autres	122	261 101	150	18 942	177		204	280 043
	123	<u>388 853 136</u>	151	<u>19 936 576</u>	178	<u>1 660 715</u>	205	<u>407 128 997</u>
Immobilisations en cours	124	<u>6 938 298</u>	152	<u>1 889 980</u>	179		206	<u>8 828 278</u>
	125	<u>395 791 434</u>	153	<u>21 826 556</u>	180	<u>1 660 715</u>	207	<u>415 957 275</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	15 031 000	154	969 916	181	11 000	208	15 989 916
Eaux usées	127	39 216 065	155	2 703 180	182		209	41 919 245
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	38 016 952	156	3 257 175	183	569 461	210	40 704 666
Autres	129	7 544 522	157	937 955	184	63 303	211	8 419 174
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	27 576 969	159	2 164 120	186		213	29 741 089
Améliorations locatives	132	470 611	160	23 067	187		214	493 678
Véhicules	133	2 757 841	161	133 587	188	82 568	215	2 808 860
Ameublement et équipement de bureau	134	5 617 606	162	410 807	189	631 974	216	5 396 439
Machinerie, outillage et équipement divers	135	4 213 812	163	515 298	190	37 113	217	4 691 997
Autres	136	<u>200 316</u>	164	<u>10 179</u>	191		218	<u>210 495</u>
	137	<u>140 645 694</u>	165	<u>11 125 284</u>	192	<u>1 395 419</u>	219	<u>150 375 559</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>255 145 740</u>					220	<u>265 581 716</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

La colonne "Ajustement" tient compte du transfert d'immobilisations aux propriétés

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

destinées à la revente pour une valeur de 185 550 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231	326 738	327 738
Immeubles industriels municipaux	232	48 058	48 059
Autres	233	2 989 400	2 887 704
	234	3 364 196	3 263 501
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	3 364 196	3 263 501

Note

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût.

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	337 475	473 182
Frais reportés			
-	238		102 034
-	239		
	240	337 475	575 216

Note

Selon la directive de comptabilisation des frais reportés, la Ville de Rouyn-Noranda a décidé de procéder aux changements relatif aux frais reportés à la confection des rôles triennaux d'évaluation en les faisant passer en charge dès le rapport financier 2015.

18. Obligations contractuelles**a) Logement social**

En vertu de conventions avec la Société d'habitation du Québec, celle-ci s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 90 % aux bénéfices d'exploitation qu'elle reconnaît de l'Office municipal d'habitation de Rouyn-Noranda, la Ville assumant la différence. Le montant de cet engagement ne peut être connu d'avance.

Dans le cadre du programme Accès Logis de la Société d'habitation du Québec et afin de permettre la réalisation de différents projets, la Ville de Rouyn-Noranda s'est engagée à contribuer pour la réalisation de ces projets, conditionnellement à ce qu'ils soient autorisés par la Société d'habitation du Québec et que cette dernière participe financièrement à chacun des projets.

2016

Supplément au loyer :	38 400 \$
Rabais de taxes foncières :	34 727 \$
Contributions au comptant :	<u>148 494 \$</u>
Total :	221 621 \$

2017

Supplément au loyer :	38 400 \$
Rabais de taxes foncières :	34 727 \$
Contributions au comptant :	<u>148 494 \$</u>
Total :	221 621 \$

2018

Supplément au loyer :	38 400 \$
-----------------------	-----------

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Rabais de taxes foncières :	34 727 \$
Contributions au comptant :	<u>148 494 \$</u>
Total :	221 621 \$

2019

Supplément au loyer :	38 400 \$
Rabais de taxes foncières :	34 727 \$
Contributions au comptant :	<u>148 494 \$</u>
Total :	221 621 \$

2020

Supplément au loyer :	38 400 \$
Rabais de taxes foncières :	34 727 \$
Contributions au comptant :	<u>130 494 \$</u>
Total :	203 621 \$

De 2021 à 2035

Supplément au loyer :	576 000 \$
Rabais de taxes foncières :	491 081 \$
Contributions au comptant :	<u>1 957 410 \$</u>
Total :	3 024 491 \$

b) Engagements divers

La Ville a contracté des engagements qui ne sont pas comptabilisés pour un montant de 13 361 092 \$ relativement au déneigement, à la conciergerie, à l'entretien de logiciels et de photocopieurs ainsi que du système téléphonique, à la gestion des matières résiduelles, à des services professionnels en matière d'évaluation foncière et autres. Les versements relatifs à ces engagements se répartissent comme suit:

2016 :	7 242 896 \$
2017 :	5 368 436 \$
2018 :	426 741 \$
2019 :	238 697 \$
2020 :	<u>84 322 \$</u>
Total:	13 361 092 \$

c) Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER)

En vertu d'une entente de service pour la gestion, l'entretien et la réparation du parc de véhicules, la Ville s'est engagée par la résolution 2006-849 le 1er novembre 2006, pour une durée de 15 ans, avec le Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER), une unité autonome de service du ministère des Transports, à utiliser le service de location «clés en main» qui tient compte de tous les frais inhérents à la possession d'un véhicule, des équipements et accessoires. Cette convention engageant le crédit de la Ville pour une période de plus de cinq ans a été autorisée par la ministre des Affaires municipales et des Régions.

Les versements prévus selon les besoins de la Ville et relatifs à ces engagements se répartissent approximativement comme suit:

2016 :	4 185 000 \$
2017 :	4 393 000 \$
2018 :	4 612 000 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

2019 : 4 842 000 \$
2020 : 5 084 000 \$
Total: 23 116 000 \$

Les taux de location peuvent être révisés au 1er avril de chaque année, si des modifications importantes et imprévisibles surviennent en cours d'exercice, toutefois l'augmentation ne pourra dépasser 4 % du coût du loyer de l'année en cours.

La Ville assume les coûts de location jusqu'à la fin du terme prévu à l'entente, sauf si le CGER trouve preneur auprès d'un autre client. Dans ce cas, la facturation cesse. Pour répondre au besoin de la Ville, les équipements et accessoires loués vont évoluer pendant la durée de l'entente.

d) Sûreté du Québec

La Ville a signé une entente avec le ministère de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec relativement à la fourniture de service de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la ville.

e) Réseau à large bande

La Ville, par sa résolution numéro 2003-362, s'est engagée dans un partenariat pour le déploiement, en Abitibi-Témiscamingue, d'un réseau collectif à large bande. Les partenaires ont mandaté le Centre des technologies de l'information et des communications (Région Abitibi-Témiscamingue) pour mener le projet de déploiement de l'infrastructure collective régionale. Afin de contribuer au montage financier du projet, un montant de 142 102 \$ fut déboursé par la Ville en 2005 pour le financement des immobilisations. De plus, la Ville s'est engagée par la résolution 2006-49 à contribuer aux frais de gestion pour l'utilisation du réseau, pour un montant annuel de 25 424 \$ pendant vingt (20) ans après la date de mise en disponibilité du service.

f) Transport en commun

En vertu d'une entente de service de transport en commun, la Ville s'est engagée pour une période débutant le 1er juillet 2007 et se terminant le 30 juin 2022, avec Autobus Maheux. Considérant que le contrat est d'une durée de 15 ans, le ministre des Affaires municipales et des Régions a autorisé l'engagement de crédit créé par la signature du contrat entre les parties.

Les versements prévus selon les besoins de la Ville et relatifs à ces engagements se répartissent approximativement comme suit:

2016 : 521 000 \$
2017 : 539 000 \$
2018 : 561 000 \$
2019 : 583 000 \$
2020 : 607 000 \$
Total: 2 811 000 \$

g) Contribution à la fondation de l'UQAT

La Ville, par sa résolution 2009-883, s'est engagée de verser à la Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue un montant de 100 000 \$ par année pendant une période de trente (30) ans, et ce, à compter de l'exercice budgétaire 2010 permettant ainsi la réalisation du projet de construction des deux résidences pour étudiantes et

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

étudiants au campus de Rouyn-Noranda de l'UQAT. Considérant que le contrat est d'une durée de 30 ans, le ministre des Affaires municipales et des Régions a autorisé l'engagement de crédit créé par la signature du contrat entre les parties.

Les versements prévus se répartissent comme suit:

2016 :	100 000 \$
2017 :	100 000 \$
2018 :	100 000 \$
2019 :	100 000 \$
2020 :	100 000 \$
Total:	500 000 \$

h) Cotisation d'équilibre

La Ville, par sa résolution 2014-1127 et sur recommandation de l'actuaire du régime de retraite des employés de la Ville de Rouyn-Noranda, s'engage à verser au régime de retraite une cotisation d'équilibre à compter du 1er janvier 2011. Selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, la cotisation d'équilibre établie à compter du 1er janvier 2015 sera de 116 500 \$ par année, applicable pour les années 2015 à 2018 inclusivement à même l'excédent de fonctionnement affecté.

Les versements prévus se répartissent comme suit:

2016 :	116 500 \$
2017 :	116 500 \$
2018 :	116 500 \$
2019 :	0 \$
2020 :	0 \$
Total:	349 500 \$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville a cautionné des emprunts contractés par les organismes suivants :

Corporation de gestion du centre de congrès de Rouyn-Noranda inc. :

Montant: 3 550 000 \$

Solde au 31-12-2015: 206 840 \$

Valide du 08-04-1997 au 08-04-2017

Résolution 96-710

Autorisation du M.A.M.

Club de Golf Dallaire

Montant: 500 000 \$

Solde au 31-12-2015: 68 051 \$

Valide du 13-08-2007 au 12-08-2017

Résolution 2007-725

Autorisation du M.A.M.

Centre d'appels d'urgence de l'Abitibi-Témiscamingue (CAUAT)

Montant: 318 000 \$

Solde au 31-12-2015: 87 249 \$

Valide du 29-11-2011 au 29-11-2016

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Résolution 2011-915
Autorisation du M.A.M.

Association des membres du club de golf Noranda
Montant: 49 999 \$
Solde au 31-12-2015: 49 999 \$
Valide du 18-12-2014 au 18-12-2019
Résolution 2014-1034

b) Auto-assurance

Pour les fins de l'assurance des dommages, la Ville fait partie du Regroupement des villes de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord Québécois, lequel regroupement s'auto-assure à compter de 2004, par le biais d'une mutualité partielle des risques. Les franchises collectives sont de 250 000 \$ en assurance de biens et de 250 000 \$ en assurance-responsabilité civile. Chaque année, la Ville verse au mandataire du regroupement l'UMQ, 99 222 \$ pour sa quote-part en assurance de biens et 53 027 \$ pour sa quote-part en responsabilité civile pour un total de 152 249 \$.

c) Poursuites

1- Hydro-Québec

Description

Dans sa « Déclaration » du 31 mai 2001, Hydro-Québec poursuit la Ville pour obtenir, entre autres, l'annulation de la cession d'un immeuble. Toutefois, dans sa « Déclaration réamendée » du 22 janvier 2008, Hydro-Québec modifie les conclusions de sa réclamation pour les suivantes:

- A) Condamner la Ville à payer une somme de 300 000 \$, plus les intérêts;
- B) Condamner la Ville à décontaminer l'immeuble en cause, à l'exception de la partie vendue à PFK.

Évaluation

Depuis le mois de mai 2001, Hydro-Québec a procédé à la vente de deux parties de l'immeuble en cause dans ce dossier, soit une partie de l'immeuble pour l'établissement de l'entreprise PFK et une partie pour les nouveaux bureaux de la SAAQ.

Il reste une partie de l'immeuble en cause qui appartient toujours à Hydro-Québec.

Compte tenu du prix qu'Hydro-Québec a obtenu pour les deux parties de l'immeuble vendu, la direction de la Ville est d'opinion qu'Hydro-Québec ne subit plus de préjudice économique dans ce dossier.

Des pourparlers sont actuellement en cours pour tenter de régler hors Cour ce dossier.

Par conséquent, il est impossible pour le moment de faire des prévisions quant à l'issue de ce dossier.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

2 - 9251-4157 Québec inc. (Coulombe et frères)

Description

9251-4157 Québec inc. (Coulombe et frères) poursuit la Ville de Rouyn-Noranda et le MTQ pour des dommages qu'elle prétend avoir subi en raison du fait que son développement domiciliaire (développement Saguenay) n'a pu bénéficier d'une sortie sur la rue Saguenay.

Un montant de 2 040 000 \$ est réclamé solidairement à la Ville de Rouyn-Noranda et au MTQ. Un montant additionnel de 259 370 \$ est réclamé à la Ville de Rouyn-Noranda seulement. Pour la Ville, la poursuite est donc de 2 299 370 \$.

Évaluation

Il est impossible pour le moment de faire des prévisions quant à l'issue de ce dossier.

d) Autres

1- Réclamations d'assurance

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 51 720 \$, principalement pour des recours à être entendus ou en attente d'un jugement à la Cour des petites créances.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées. Le budget non consolidé constitue le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S.O.

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 4 106 805	7 135 083
Découvert bancaire	242 (181 471)	()
Placements temporaires	243 3 699 024	3 926 607
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
- Dépôt à terme CLD	248 (1 391 504)	(3 926 607)
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 6 232 854	7 135 083
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255 629 600	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015 **2014**

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256	16 378
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	79 929
Autres revenus	258	200 454
	259	296 761

Charges

Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	3 269
	262	3 269
Autres charges	263	4 336
	264	7 605
Excédent (déficit) de l'exercice	265	289 156

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266	387 734
Placements de portefeuille	267	2 307 519
Débiteurs	268	3 312
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269	1 593 169
Provision pour moins-value	270	(188 431)
	271	1 404 738
	272	4 103 303

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273	
Revenus reportés	274	
Dette à long terme	275	3 814 147
	276	3 814 147
Solde du Fonds local d'investissement	277	289 156

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278	
Supportant les engagements de prêts	279	2 695 253
Supportant les garanties de prêts	280	
	281	2 695 253

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice 292

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26. Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre

La Ville est assujettie en tant qu'employeur à la Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre. Au cours de l'année 2015, la Ville a consacré une somme de 227 000 \$ à la formation.

27. Fonds forestiers et Fonds de gestion de mise en valeur du territoire

La valeur de ces fonds au 31 décembre 2015 est de 975 809 \$ et se répartit comme suit:

Bellecombe	7 494 \$
D'Alembert	1 069
Destor	7 827
McWatters	9 475
 Sous-total	 25 865 \$
 Fonds forestier général	 706 931 \$
Fonds gestion mise en valeur (FGMVT)	243 013
 Total	 975 809 \$

28. Marge de crédit

La Ville dispose d'une marge de crédit autorisé de 8 000 000 \$ pour les règlements d'emprunt, portant intérêts au taux préférentiel. Elle ne comporte aucune garantie. Au 31 décembre 2015, 181 471 \$ était utilisé. Le taux de base au 31 décembre 2015 est de 2.7%.

29. FUP - Frais d'utilisation par passager

Les revenus de l'aéroport comprennent 563 306 \$ en provenance des frais d'utilisation par passager (FUP), auxquels sont déduits les frais de perception appliqués par les compagnies aériennes, d'un montant de 16 669 \$. Le revenu net, soit 546 637 \$ sera viré au poste "Excédent de fonctionnement affecté" à l'aéroport régional de Rouyn-Noranda.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 4 330 467	4 143 110
Excédent de fonctionnement affecté	2 4 402 849	4 987 878
Réserves financières et fonds réservés	3 5 593 526	5 764 877
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (10 683 695 ) (	6 289 170)
Financement des investissements en cours	5 (7 834 167)	(5 371 066)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 179 968 056	168 254 898
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	175 777 036	171 490 527
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 3 169 086	4 143 110
Organismes contrôlés	10 1 161 381	
	11 4 330 467	4 143 110
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Administration	12 743 842	860 342
- Transport aérien	13 1 685 568	1 470 111
- Voirie, aqueduc et égout	14 198 351	198 351
- Programme fermeture dépotoir	15 338 674	338 674
- Aménagement, urb.développement	16 206 648	315 198
- Loisirs et culture	17 176 329	304 411
- Développement social	18 21 468	444 718
- Hygiène du milieu	19 156 346	317 946
- Anciennes municipalités	20 208 741	198 842
	21 3 735 967	4 448 593
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- CLD	22 666 882	539 285
-	23	
-	24	
	25 666 882	539 285
	26 4 402 849	4 987 878
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Vidange boues régl. 2009-611	27 267 148	1 035 101
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 267 148	1 035 101
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 914 048	995 974
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	26 160
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 324 001	370 466
Financement des activités de fonctionnement	38 406 880	415 259
Fonds local d'investissement	39 2 698 565	2 222 426
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- Fonds forestiers (note 27)	41 975 809	692 416
- Cimetière D'Alembert	42 7 075	7 075
-	43	
-	44	
	45 5 326 378	4 729 776
	46 5 593 526	5 764 877

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 (33 306) ()	(53 872)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 (54 200) ()	(63 200)
Régimes non capitalisés	50 (97 000) ()	(113 100)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (1 148 625) ()	(1 276 250)
Autres	52 (121 500) ()	(138 900)
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres		
-	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 (1 454 631) ()	(1 645 322)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (9 229 064) ()	(4 643 848)
	64 (10 683 695) ()	(6 289 170)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 1 708 884	1 040 881
Investissements à financer	66 (9 543 051) ()	(6 411 947)
	67 (7 834 167)	(5 371 066)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 265 581 716	255 145 740
Propriétés destinées à la revente	69 3 364 196	3 263 501
Prêts	70	1 183 358
Placements à titre d'investissement	71 1 895 490	401 652
Participations dans des entreprises municipales	72	()
	73 270 841 402	259 994 251
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 101 506 879	97 766 389
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 406 881	415 259
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (2 628 441) ()	(2 358 100)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (9 229 064) ()	(4 643 848)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 90 056 255	91 179 700
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 817 091	559 653
	81 90 873 346	91 739 353
	82 179 968 056	168 254 898

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Rouyn-Noranda, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2013, est un régime de retraite flexible contributif de type salaire carrière. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire de l'année. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la "Loi"). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le "service antérieur") et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le "service postérieur"). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations au plus tard le 1er janvier 2016 (ci-après "régimes avec report"). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prise en compte au 31 décembre 2015.

La loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur:

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée)

Pour le service postérieur:

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi.
- Partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité
- Partage à 50/50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10 % de la

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité)

Application de la Loi au Régime de retraite des employés de la Ville de Rouyn-Noranda

La Ville de Rouyn-Noranda participe à 1 régime de retraite visé par la Loi et a conclu une entente en juillet 2015 afin de s'y conformer. L'entente prévoit la mise en place d'un fonds de stabilisation à compter du 5 juillet 2015. Cette modification est la seule requise pour se conformer aux exigences de la Loi puisque les autres changements prévus à la Loi n'ont pas d'incidence pour la Ville de Rouyn-Noranda, tel que résumé ci-dessous:

(a) Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs:

- Cette mesure n'a aucune incidence pour la Ville de Rouyn-Noranda puisque le régime de prévoit pas d'indexation automatique des rentes et l'élimination de la prestation additionnelle n'au aucun impact sur le coût.

(b) Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs:

- Cette mesure n'a aucune incidence pour la Ville de Rouyn-Noranda puisque le régime est en surplus selon l'évaluation actuarielle de capitalisation au 31 décembre 2013.

(c) Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi:

- Cette mesure n'a aucune incidence pour la Ville de Rouyn-Noranda puisque le régime ne prévoit pas d'indexation automatique des rentes des participants retraités.

(d) Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % de la masse salariale:

- Cette mesure n'a aucune incidence pour la Ville de Rouyn-Noranda puisque la cotisation d'exercice est inférieure à 18 % selon l'évaluation actuarielle de capitalisation au 31 décembre 2013.

(e) Partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité:

- Cette mesure n'a aucune incidence pour la Ville de Rouyn-Noranda puisque les dispositions du régime prévoient déjà un partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité.

(f) Partage à 50/50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité:

- Cette mesure n'a aucune incidence pour la Ville de Rouyn-Noranda puisque les dispositions du régime prévoient déjà un partage à 50/50 des déficits entre les participants actifs et la municipalité.

(g) Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10 % de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité):

- Le fonds de stabilisation a été mis en place à compter du 5 juillet 2015 et est traité aux fins de comptabilisation de la manière prévue par les Directives du MAMOT.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (1 813 700)	(1 154 200)
Charge de l'exercice	5 (1 663 500)	(2 128 700)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 439 800	1 469 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(2 037 400)</u>	<u>(1 813 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 50 861 000	46 264 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (53 713 900)	(50 449 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (2 852 900)	(4 184 500)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 815 500	2 370 800
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (2 037 400)	(1 813 700)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(2 037 400)</u>	<u>(1 813 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 50 861 000	46 264 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (53 713 900)	(50 449 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (2 852 900)	(4 184 500)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 514 100	2 309 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 <u>2 514 100</u>	<u>2 309 700</u>
Cotisations salariales des employés	22 (1 353 800)	(1 222 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 1 160 300	1 086 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 268 900	563 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 429 200</u>	<u>1 650 400</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 3 135 900	2 835 800
Rendement espéré des actifs	34 (2 901 600)	(2 357 500)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>234 300</u>	<u>478 300</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 663 500</u>	<u>2 128 700</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 4 253 100	4 091 700
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (2 901 600)	(2 357 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 1 351 500	1 734 200
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (362 600)	2 978 400
Prestations versées au cours de l'exercice	41 2 450 200	2 062 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 53 588 600	51 502 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,00 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,20 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Les régimes couverts sont le programme d'allocation de retraite et le programme de cadeau à la retraite.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (710 400)	(665 400)
Charge de l'exercice	60 (97 600)	(93 100)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 89 900	48 100
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>718 100</u>)	(<u>710 400</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (914 400)	(882 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 196 300	171 900
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>718 100</u>)	(<u>710 400</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 55 100	48 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	68
	55 100	48 400
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ()	()
	70 55 100	48 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 13 700	13 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	73
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	74
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	75
Autres	75	76
-	76	77
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 68 800	62 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 28 800	31 100
Charge de l'exercice	79 97 600	93 100
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 (38 100)	(1 600)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 2,80 %	3,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 2,20 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87	88
Autres hypothèses économiques	88	89
-	89	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	91

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 S.O.

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	93 <u> </u>	<u> </u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96 <u> 13</u>	<u> 13</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97 <u> 15 621</u>	<u> 15 610</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	98 52 641	52 604
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99 <u> 52 641</u>	<u> 52 604</u>
	100	

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dette à long terme	1	101 281 780
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	9 280 550
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	810 581
--	---	---------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	324 001
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	2 628 441
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	18 429 494
---	---	------------

Autres montants	10	6 767 344
-----------------	----	-----------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 025 940
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Act. d'inv. sans emprunts LT	12	585 563
--------------------------------	----	---------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	81 612 128
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	631 980
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	82 244 108
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	82 244 108
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	82 244 108
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	31 877 975	32 305 794	30 625 782
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	7 313 639	7 373 946	7 136 637
Activités de fonctionnement	6	1 797 484	1 812 551	1 710 400
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	40 989 098	41 492 291	39 472 819
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	4 744 185	4 330 116	4 438 576
Égout	11		31 214	31 461
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	3 335 803	3 353 751	3 313 047
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	241 806	222 293	142 609
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	8 321 794	7 937 374	7 925 693
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23	83 400	85 577	89 831
	24	83 400	85 577	89 831
	25	8 405 194	8 022 951	8 015 524
	26	49 394 292	49 515 242	47 488 343

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	609 853	632 159	629 349
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	6 859	5 917	4 587
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	479 602	479 602	479 602
	31	1 096 314	1 117 678	1 113 538
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	786 280	775 882	957 715
Cégeps et universités	33	947 572	1 019 431	1 107 202
Écoles primaires et secondaires	34	684 320	721 616	777 050
	35	2 418 172	2 516 929	2 841 967
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	3 514 486	3 634 607	3 955 505
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	224 955	225 203	216 230
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	2 626	3 309	3 289
Taxes d'affaires	43			
	44	227 581	228 512	219 519
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	3 742 067	3 863 119	4 175 024

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	3 357	3 354	6 949
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54		51 891	51 891
Sécurité civile	55		161	124 000
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	221 156	407 864	374 026
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	162 618	155 663	154 405
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	36 079	36 077	36 321
Réseau de distribution de l'eau potable	68	95 552	87 946	100 505
Traitement des eaux usées	69	1 650 108	1 647 249	1 614 713
Réseaux d'égout	70	194 406	194 037	186 642
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	418 000	349 076	371 524
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		(478)	19 368
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	12 432	69 802	354 059
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	13 500	14 550	9 000
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84	44 610	44 610	68 901
Autres	85	455 414	144 081	647 601
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	555 823	573 441	554 921
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	4 218	4 218	4 178
Autres	88	316 928	340 290	313 521
Réseau d'électricité	89			
	90	4 184 201	4 123 832	4 940 634

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	1 604 000	2 804 718	2 804 718
Enlèvement de la neige	97			415 632
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99	75 400		
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103	2 323 625	422 430	422 430
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			15 083
Réseau de distribution de l'eau potable	107	1 135 500	483 093	(2 201)
Traitement des eaux usées	108	60 000	(52 547)	92 307
Réseaux d'égout	109	1 873 500	725 921	9 312
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121		56 894	56 894
Rénovation urbaine	122			4 737
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	165 000	22 845	22 845
Activités culturelles				74 900
Bibliothèques	126	66 700	525	12 355
Autres	127		41 921	3 730
Réseau d'électricité	128			
	129	7 303 725	4 505 800	4 505 800
				625 855

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134	402 448	402 448	402 448
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	890 654	890 772	706 533
Programme d'aide financière aux MRC	136	106 550	365 652	106 550
Autres	137	26 051		26 651
	138	1 425 703	1 658 872	1 242 182
TOTAL DES TRANSFERTS	139	12 913 629	10 288 504	6 808 671

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	211 205	211 205	86 961
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	211 205	211 205	86 961
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	211 205	211 205	86 961

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	424 992	472 338	216 540
Sécurité publique	183	43 000	42 891	23 580
Transport				
Réseau routier	184	1 287 853	1 356 777	1 381 559
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	177 627	147 970	166 824
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188	2 057 848	2 768 563	2 832 884
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	225 316	327 959	298 616
Santé et bien-être	191	48 000	52 459	44 789
Aménagement, urbanisme et développement	192	944 003	1 158 652	1 360 816
Loisirs et culture	193	2 130 379	2 046 970	2 273 127
Réseau d'électricité	194			
	195	7 339 018	8 374 579	8 598 735
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	7 339 018	8 585 784	8 685 696
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	155 050	146 003	142 836
Droits de mutation immobilière	198	1 484 067	1 789 355	1 585 209
Droits sur les carrières et sablières	199	400 000	469 710	497 815
Autres	200	741	804	532
	201	2 039 858	2 405 872	2 226 392
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	1 431 050	1 189 718	1 442 066
INTÉRÊTS	203	674 373	664 638	831 575
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		42 218	13 808
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	109 843	590 823	482 944
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	689 000	1 544 956	1 544 956
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210	301 000	591 040	591 040
Autres	211	475 769	778 375	2 113 111
	212	1 575 612	3 547 412	2 609 863

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 160 952	1 112 098	19 785	1 131 883	1 177 340
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	4 124 856	4 207 388	263 193	4 470 581	4 344 699
Greffé	4	617 353	593 202	6 235	599 437	733 636
Évaluation	5	1 259 061	1 354 568	100 057	1 454 625	1 227 423
Gestion du personnel	6	852 760	839 350		839 350	781 831
Autres	7	254 066	431 200	89 363	520 563	784 480
	8	8 269 048	8 537 806	478 633	9 016 439	9 049 409
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	5 365 461	5 379 112		5 379 112	5 309 189
Sécurité incendie	10	3 478 883	3 589 031	316 361	3 905 392	3 612 524
Sécurité civile	11	120 937	154 211	2 101	156 312	198 663
Autres	12	375 064	370 157	22 293	392 450	383 709
	13	9 340 345	9 492 511	340 755	9 833 266	9 504 085
TRANSPORT						
Réseau routier	14	4 934 337	5 114 139	3 351 745	8 465 884	8 239 090
Voirie municipale	15	5 022 309	4 980 304	5 773	4 986 077	5 676 023
Enlèvement de la neige	16	740 027	721 569	98 289	819 858	832 177
Éclairage des rues	17	889 126	830 797	34 488	865 285	959 671
Circulation et stationnement	18					
Transport collectif	19	708 609	704 951	19 184	724 135	720 469
Transport en commun	20	1 697 257	1 632 356	578 678	2 211 034	2 380 135
Transport aérien	21					
Transport par eau	22					
Autres		13 991 665	13 984 116	4 088 157	18 072 273	18 807 565

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
Non audité						
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	1 658 213	1 495 613	255 980	1 751 593	1 751 593	1 805 972
Réseau de distribution de l'eau potable	1 595 325	2 284 954	816 691	3 101 645	3 101 645	2 543 034
Traitement des eaux usées	2 240 700	2 316 400	1 272 926	3 589 326	3 589 326	2 431 230
Réseaux d'égout	1 719 645	1 727 546	1 510 222	3 237 768	3 237 768	3 004 760
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	1 271 503	1 110 196	14 020	1 124 216	1 124 216	1 085 162
Élimination	1 261 740	1 397 784	1 026	1 398 810	1 398 810	1 347 097
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	1 002 479	987 318	89	987 407	987 407	977 298
Tri et conditionnement	592 756	551 099		551 099	551 099	551 199
Matières organiques						
Collecte et transport						
Traitement						
Matériaux secs						
Autres						
Plan de gestion	39 410	29 305		29 305	29 305	8 827
Autres		1 243 314		1 243 314	1 243 314	549 698
Cours d'eau		3 273		3 273	3 273	
Protection de l'environnement	69 792	82 079	8 310	90 389	90 389	91 358
Autres						
	11 451 563	13 228 881	3 879 264	17 108 145	17 108 145	14 395 635
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	295 031	732 217	128 302	860 519	2 599 501	2 172 755
Sécurité du revenu						
Autres	426 603	441 329	9 688	451 017	451 017	813 395
	721 634	1 173 546	137 990	1 311 536	3 050 518	2 986 150
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DEVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	2 311 553	1 958 635	43 317	2 001 952	2 001 952	2 203 622
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux						
Autres biens	204 948	179 650		179 650	179 650	136 525
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	1 339 079	1 520 312	84 074	1 604 386	1 996 456	2 256 547
Tourisme	8 338	8 275	22 948	31 223	37 804	76 079
Autres		233 841	2 213	236 054	236 054	52 752
Autres	1 347 387	1 170 861	3 198	1 174 059	1 174 059	1 085 222
	5 211 305	5 071 574	155 750	5 227 324	5 625 975	5 810 747

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations 2015	Réalisations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 076 761	1 049 592	186 397	1 235 989	1 235 989	1 207 756
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 479 080	2 400 799	777 497	3 178 296	3 178 296	3 088 677
Piscines, plages et ports de plaisance	55	794 051	696 963	28 124	725 087	725 087	730 052
Parcs et terrains de jeux	56	2 359 325	2 244 769	602 742	2 847 511	2 847 511	2 893 256
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	85 977	84 060		84 060	84 060	82 198
Autres	59	607 804	647 754		647 754	647 754	232 331
	60	7 402 998	7 123 937	1 594 760	8 718 697	8 718 697	8 234 270
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 611 632	1 589 734	76 705	1 666 439	1 666 439	1 727 542
Bibliothèques	62	944 580	908 771	78 777	987 548	987 548	979 637
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	207 611	191 277	153 742	345 019	345 019	350 667
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	339 507	383 148	8 509	391 657	391 657	318 282
	66	3 103 330	3 072 930	317 733	3 390 663	3 390 663	3 376 128
	67	10 506 328	10 196 867	1 912 493	12 109 360	12 109 360	11 610 398
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 754 220	2 646 731		2 646 731	2 684 675	2 706 035
Autres frais	70	103 796	251 311		251 311	251 311	187 397
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	285 600	263 100		263 100	263 100	509 400
Autres	72		(2 283)		(2 283)	(1 738)	11 228
	73	3 143 616	3 158 859		3 158 859	3 197 348	3 414 060
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	10 424 069	10 993 042	(10 993 042)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Rouyn-Noranda (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Deloitte S.E.N.C.R.L. /s.r.l. (1)

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no 123107
Rouyn-Noranda, Canada

DATE 2016-04-20

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>50 228 812</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	533 837
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	179 284
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	449
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>49 515 242</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	49 515 242
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	449
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>49 515 691</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	85 577
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	8 964 104
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u>9 049 681</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>40 466 010</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>3 445 292 700</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>3 529 694 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>3 487 493 700</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>40 466 010</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>3 487 493 700</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	[1] , [1 6 0 3] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	4 925 000	1 443 419	948 171
Usines de traitement de l'eau potable	2	64 000	54 679	314 602
Usines et bassins d'épuration	3	76 000	258 446	328 436
Conduites d'égout	4	3 947 000	1 726 253	2 273 194
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 028 500	8 788 290	7 046 027
Ponts, tunnels et viaducs	7	100 000	152 255	34 363
Systèmes d'éclairage des rues	8		134 736	277 753
Aires de stationnement	9	148 700	36 630	1 192
Parcs et terrains de jeux	10	1 156 400	667 256	701 090
Autres infrastructures	11	5 138 100	259 210	13 954
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	531 600	2 563 680	1 013 335
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 221 900	4 185 608	687 717
Améliorations locatives				
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	73 900	129 898	24 232
Ameublement et équipement de bureau	18	307 500	365 274	184 460
Machinerie, outillage et équipement divers	19	452 000	960 546	373 753
Terrains	20	1 137 600	78 875	9 623
Autres	21	44 200	5 102	51 509
	22	25 352 400	21 810 157	14 283 411

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		1 154 470	458 077
Usines de traitement de l'eau potable	24		54 679	314 602
Usines et bassins d'épuration	25		106 851	295 441
Conduites d'égout	26		1 135 229	375 358
Autres infrastructures	27		8 795 743	5 536 051
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		288 949	490 094
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30		151 595	32 995
Conduites d'égout	31		591 024	1 897 836
Autres infrastructures	32		1 242 634	2 538 328
Autres immobilisations	33		8 288 983	2 344 629
	34		21 810 157	14 283 411

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	94 248 346	12 106 652	8 329 018	98 025 980
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	3 933 302		45 522	3 887 780
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	98 181 648	12 106 652	8 374 540	101 913 760
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	4 210 772	263 609	336 233	4 138 148
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	11 349 357		1 568 722	9 780 635
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	61 673 131	9 409 664	4 763 247	66 319 548
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	77 233 260	9 673 273	6 668 202	80 238 331
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 358 100	364 141	93 800	2 628 441
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	2 358 100	364 141	93 800	2 628 441
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	2 358 100	364 141	93 800	2 628 441
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	18 361 830	2 332 847	2 265 183	18 429 494
Autres	23				
	24	228 458	534 234	145 198	617 494
	25	20 948 388	3 231 222	2 504 181	21 675 429
	26	98 181 648	12 904 495	9 172 383	101 913 760
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28		(797 843)	(797 843)	
	29	98 181 648	12 106 652	8 374 540	101 913 760

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25			

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1 48,64	32,50	3 966 538	865 667	4 832 205
Professionnels	2 43,83	32,50	3 030 799	693 463	3 724 262
Cols blancs	3 102,02	32,50	4 875 029	1 073 901	5 948 930
Cols bleus	4 99,24	40,00	7 031 850	1 574 334	8 606 184
Policiers	5				
Pompiers	6 26,37	42,00	1 040 651	139 580	1 180 231
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				
	8 320,10		19 944 867	4 346 945	24 291 812
	9 13,00		349 480	89 103	438 583
Élus	10 333,10		20 294 347	4 436 048	24 730 395

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11 155 663				155 663
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12 36 077		451 220		36 077
Réseau de distribution de l'eau potable	13 87 946		(52 547)		571 039
Traitement des eaux usées	14 1 647 249		640 927		1 594 702
Réseaux d'égout	15 194 037		3 027 242		919 958
Autres	16 3 599 364				7 011 065
	17 5 720 336		4 066 842		10 288 504

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Charges avant amortissement		Amortissement des immo-bilisations		Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	+	=				
Santé et bien-être								
Logement social	157	732 217	172	128 302	860 519	202	860 519	232
Sécurité du revenu	158		173			203		233
Autres	159	441 329	174	9 688	451 017	204	398 558	234
	160	1 173 546	175	137 990	1 311 536	205	1 259 077	235
Aménagement, urbanisme et développement								
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 958 635	176	43 317	2 001 952	206	1 990 365	236
Rénovation urbaine	162	179 650	177		179 650	207	179 650	237
Promotion et développement économique	163	1 762 428	178	109 235	1 871 663	208	1 871 663	238
Autres	164	1 170 861	179	3 198	1 174 059	209	26 994	239
	165	5 071 574	180	155 750	5 227 324	210	4 068 672	240
Loisirs et culture								
Activités récréatives	166	7 123 937	181	1 594 760	8 718 697	211	7 648 984	241
Activités culturelles	167	908 771	182	78 777	987 548	212	986 765	242
Bibliothèques	168	2 164 159	183	238 956	2 403 115	213	1 426 641	243
Autres	169	10 196 867	184	1 912 493	12 109 360	214	10 062 390	244
	170		185			215		245
Réseau d'électricité								
	171	61 685 301	186	10 993 042	72 678 343	216	64 092 559	246
					8 585 784	231	3 158 859	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015***Non audité*

		2015	2014
Rémunération	1	886 434	632 211
Charges sociales	2	187 358	128 483
Biens et services	3	20 668 160	13 335 697
Frais de financement	4	68 205	27 522
Autres	5		
	6	21 810 157	14 123 913

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 508 667	3 224 682
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 508 667	3 224 682
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 248 962	704 068
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(220 570)
Activités d'investissement	6	(98 945)	109 281
Excédent de fonctionnement affecté	7	(489 598)	(1 308 794)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	660 419	(716 015)
Solde à la fin de l'exercice	12	3 169 086	2 508 667
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	4 448 593	4 237 952
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	4 448 593	4 237 952
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(906 239)	(988 208)
Activités d'investissement	17	(295 985)	(109 945)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	489 598	1 308 794
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(712 626)	210 641
Solde à la fin de l'exercice	22	3 735 967	4 448 593
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	3 852 052	3 676 870
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(309 601)	(425 510)
Solde redressé au début de l'exercice	25	3 542 451	3 251 360
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	3 398 482	1 400 254
Activités d'investissement	27	(1 609 907)	(1 111 553)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	262 500	2 390
	30	2 051 075	291 091
Solde à la fin de l'exercice	31	5 593 526	3 542 451

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (6 289 170)	(11 603 067)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	5 073 163
Solde redressé au début de l'exercice	34 (6 289 170)	(6 529 904)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 (5 186 011)	(789 310)
	48 (5 186 011)	(789 310)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49 190 691	206 242
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50 600 795	823 802
	51 791 486	1 030 044
Solde à la fin de l'exercice	52 (10 683 695)	(6 289 170)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (5 371 066)	(6 188 496)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (5 371 066)	(6 188 496)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 (2 200 601)	819 820
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
	57	
Excédent de fonctionnement affecté		
	58	
Réserves financières et fonds réservés		
	59 (262 500)	(2 390)
	60 (2 463 101)	817 430
Solde à la fin de l'exercice	61 (7 834 167)	(5 371 066)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 168 870 413	176 130 926
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 168 870 413	176 130 926
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
	65	
Excédent de fonctionnement affecté		
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 9 081 846	(7 260 513)
Solde à la fin de l'exercice	68 177 952 259	168 870 413

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>4 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>4 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>4 500 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[0] , [6] [5] [7] [5] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[0] , [8] [5] [4] [8] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[2] , [0] [5] [9] [7] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[2] , [6] [7] [7] [6] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[1] , [3] [1] [5] [0] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[0] , [6] [5] [7] [5] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Égout	2	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
			% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	%

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
ENV. fonctionnement R-N/GR/LD/BEAU/ÉV/	,0730	1	
DETTE Rouyn	,2296	1	
DETTE Noranda-Centre	,2306	1	
DETTE Noranda-Nord	,2381	1	
DETTE Granada desservi	,2019	1	
DETTE Granada non desservi	,1870	1	
DETTE Lac-Dufault	,1977	1	
DETTE Beaudry desservi	,1876	1	
DETTE Beaudry non desservi	,1849	1	
DETTE Arntfield desservi	,2986	1	
DETTE Arntfield non desservi	,1625	1	
DETTE Bellecombe	,1625	1	
DETTE Cadillac desservi	,5584	1	
DETTE Cadillac non desservi	,1625	1	
DETTE Cléricy	,1625	1	
DETTE Cloutier	,1625	1	
DETTE D'Alembert	,1625	1	
DETTE Destor	,1625	1	
DETTE Évain desservi	,1711	1	
DETTE Évain non desservi	,1625	1	
DETTE McWatters	,1659	1	
DETTE Montberillard	,1625	1	
DETTE Mont-Brun	,1625	1	
DETTE Rollet	,1625	1	
Eau 1	6,9300	7	1000 gallons impériaux
Eau 2	4,8500	7	1000 gallons impériaux
Eau 3	6,1000	7	1000 gallons impériaux
SDC Rez-de-Chaussée	,2300	7	
SDC Autres	,1200	7	
RÉGL. 00-208 Beaudry Drainage	,7812	3	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
RÈGL. 04-384 ph. 1 Évain rue Mantha	9,8571	3	
RÈGL. 04-384 ph. 2 Évain rue Mantha	16,8366	3	
RÈGL. 06-485 1 ^{ème} avenue Évain	7,0753	3	
RÈGL. 14-804 Secteur Senator	110,7462	3	
REGL. 13-767 Travaux Rg Ducharme	1,4787	3	
REGL. 102-97 McWatters ch Joannès-Vaudr	37,6200	4	
RÈGL. 131-00 McWatters Michel/Jolin	,8799	3	
RÈGL. 98-116 Rouyn Avenue Larivière	11,7609	3	
RÈGL. 99-01 ph. 1 Beaudry asphaltage	1,9670	3	
RÈGL. 99-01 ph. 2 Beaudry asphaltage	,7327	3	
RÈGL. 99-170 Rouyn-rue Mantha	8,6037	3	
RÈGL. 128-99 McWatters ch. Bouleaux	116,6700	4	
RÈGL. 132-00 McWatters Gr Esp/St-Laur	74,2100	4	
RÈGL. 133-00 McWatters rues Bernier/Côté	159,6200	4	
RÈGL. 06-471 Eaux usées Arntfield	597,3200	4	
RÈGL. 09-594 Prol. Égout sanitaire Grana	234,0800	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	55 578	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input checked="" type="checkbox"/>	31 <input type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 100, rue Taschereau Est, C.P. 220
(no) (rue)
Rouyn-Noranda (Qc) J9X 5C3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 797-7110
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 797-7120
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Hélène Piuze CPA, CMA, OMA

Téléphone (819) 797-7110
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 797-7120
(ind. rég.) (numéro)

Courriel helene.piuze@rouyn-noranda.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 155, avenue Dallaire
(no) (rue)
Rouyn-Noranda (Qc) J9X 4T3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 762-5764
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 762-1471
(ind. rég.) (numéro)

Courriel acdelisle@deloitte.ca

Responsable du dossier Annie-Claude Delisle CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Hélène Piuze , atteste que le rapport financier consolidé de Rouyn-Noranda pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-25 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Rouyn-Noranda .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Rouyn-Noranda consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Rouyn-Noranda détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 4 286 509 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,1603 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-26 10:09:17

Date de transmission au Ministère : 2016/04/26

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Rouyn-Noranda

Affaires municipales
et Occupation
du territoire

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Revenus							
Fonctionnement	1	70 900 578	70 816 174	73 231 158	2 239 544	75 470 702	6 829 131
Investissement	2	640 455	8 293 725	6 829 131	82 060 289	2 239 544	82 299 833
Charges	3	71 541 033	79 109 899	80 060 289	2 176 122	78 013 324	
	4	72 884 502	73 059 573	75 837 202	63 422	4 286 509	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(1 343 469)	6 050 326	4 223 087	()	()	()
Moins : revenus d'investissement	6	(640 455)	(8 293 725)	(6 829 131)	()	()	(6 829 131)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 983 924)	(2 243 399)	(2 606 044)	63 422	(2 542 622)	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	10 531 121	10 424 069	10 993 042	132 242	11 125 284	5 186 011
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	789 310		5 186 011			
Remboursement de la dette à long terme	10	(7 779 608)	(8 138 217)	(8 164 375)	()	()	(8 280 741)
Affectations							
Activités d'investissement	11	(881 851)	(167 249)	(2 160 025)	()	()	(2 160 025)
Excédent (déficit) accumulé	12	(397 717)	115 796	(2 682 934)	(8 004)	(2 690 938)	683 287
Autres éléments de conciliation	13	426 737	9 000	683 287			
	14	2 687 992	2 243 399	3 855 006	7 872	3 862 878	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	704 068		1 248 962	71 294	1 320 256	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014		2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	12 781 515	14 763 776	14 961 062	13 063 886
Autres	2	7 015 153	7 914 975	9 701 319	12 646 700
	3	19 796 668	22 678 751	24 662 381	25 710 586
Passifs					
Dette à long terme	4	93 203 896	100 874 899	101 506 879	97 766 389
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	2 524 100	2 755 500	2 755 500	2 524 100
Autres	6	13 514 138	14 795 898	14 951 265	13 848 545
	7	109 242 134	118 426 297	119 213 644	114 139 034
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(89 445 466)	(95 747 546)	(94 551 263)	(88 428 448)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	252 382 120	262 933 939	265 581 716	255 145 740
Autres	10	4 773 234	4 746 583	4 746 583	4 773 235
	11	257 155 354	267 680 522	270 328 299	259 918 975
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	2 508 667	3 169 086	4 330 467	4 143 110
Excédent de fonctionnement affecté	13	4 448 593	3 735 967	4 402 849	4 987 878
Réserves financières et fonds réservés	14	3 542 451	5 593 526	5 593 526	5 764 877
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	6 289 170 ) (	10 683 695 ) (	10 683 695 ) (	6 289 170) (
Financement des investissements en cours	16	(5 371 066)	(7 834 167)	(7 834 167)	(5 371 066)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	168 870 413	177 952 259	179 968 056	168 254 898
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18				
	19	167 709 888	171 932 976	175 777 036	171 490 527

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Administration	20	743 842	860 342
- Transport aérien	21	1 685 568	1 470 111
- Voirie, aqueduc et égout	22	198 351	198 351
- Programme fermeture dépotoir	23	338 674	338 674
- Aménagement, urb.développement	24	206 648	315 198
- Loisirs et culture	25	176 329	304 411
- Développement social	26	21 468	444 718
- Hygiène du milieu	27	156 346	317 946
- Anciennes municipalités	28	208 741	198 842
	29	3 735 967	4 448 593
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	666 882	539 285
	31	4 402 849	4 987 878
Réserves financières			
Fonds réservés	32	267 148	1 035 101
	33	5 326 378	4 729 776
	34	9 996 375	10 752 755

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	47 488 343	49 394 292	49 515 242	49 515 242
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 175 024	3 742 067	3 863 119	3 863 119
Quotes-parts	3				
Transferts	4	6 157 962	5 609 904	5 782 704	5 804 796
Services rendus	5	8 125 289	7 339 018	8 585 784	8 737 259
Autres	6	4 953 960	4 730 893	5 484 309	7 550 286
	7	70 900 578	70 816 174	73 231 158	75 470 702
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	625 855	7 303 725	4 505 800	4 505 800
Autres	11	14 600	990 000	2 323 331	2 323 331
	12	640 455	8 293 725	6 829 131	6 829 131
	13	71 541 033	79 109 899	80 060 289	82 299 833

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
Administration générale						
1 Évaluation	1 259 061	1 354 568	100 057	1 454 625	1 454 625	1 227 423
2 Autres	7 009 987	7 183 238	378 576	7 561 814	7 561 814	7 821 986
Sécurité publique						
3 Police	5 365 461	5 379 112		5 379 112	5 379 112	5 309 189
4 Sécurité incendie	3 478 883	3 589 031	316 361	3 905 392	3 905 392	3 612 524
5 Autres	496 001	524 368	24 394	548 762	548 762	582 372
Transport						
6 Réseau routier	11 585 799	11 646 809	3 490 295	15 137 104	15 137 104	15 706 961
7 Transport collectif	2 405 866	2 337 307	597 862	2 935 169	2 935 169	3 100 604
8 Autres						
Hygiène du milieu						
9 Eau et égout	7 213 883	7 824 513	3 855 819	11 680 332	11 680 332	9 784 996
10 Matières résiduelles	4 167 888	5 319 016	15 135	5 334 151	5 334 151	4 519 281
11 Autres	69 792	85 352	8 310	93 662	93 662	91 358
12 Santé et bien-être	721 634	1 173 546	137 990	1 311 536	3 050 518	2 986 150
Aménagement, urbanisme et développement						
13 Aménagement, urbanisme et zonage	2 311 553	1 958 635	43 317	2 001 952	2 001 952	2 203 622
Promotion et développement économique						
14 Promotion et développement économique	1 347 417	1 762 428	109 235	1 871 663	2 270 314	2 385 378
15 Autres	1 552 335	1 350 511	3 198	1 353 709	1 353 709	1 221 747
16 Loisirs et culture	10 506 328	10 196 867	1 912 493	12 109 360	12 109 360	11 610 398
17 Réseau d'électricité						
18 Frais de financement	3 143 616	3 158 859		3 158 859	3 197 348	3 414 060
19 Amortissement des immobilisations	10 424 069	10 993 042	(10 993 042)			
20	73 059 573	75 837 202		75 837 202	78 013 324	75 578 049

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3